

USAGERS, CONTRIBUABLES, VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER !

Aujourd'hui, vous vous présentez à un Centre des Finances Publiques pour avoir des renseignements.

Or, ce service de proximité est en danger en raison d'une volonté assumée du gouvernement de « désintoxiquer » les usagers de venir à nos guichets.

Depuis 15 ans, plus de 40 000 emplois auront été supprimés dans notre administration, et à l'horizon de 2023 le pire est encore à venir pour nos services avec la suppression de 1200 de nos implantations de proximité.

Quelles conséquences ?

Pour Vous

Des difficultés pour nous joindre notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu actuellement et durant celle des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière au dernier trimestre.

Faute de personnel, vous êtes confrontés à une écoute et une disponibilité qui se réduisent. Vous êtes renvoyés vers internet ou vers des plateformes..

La disparition des Trésoreries de proximité et le transfert et regroupement de services réduisent les possibilités d'accès au service public et à l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent pas se déplacer. L'administration veut obliger tous les contribuables à effectuer leurs déclarations et à payer par internet. Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles.



Pour Nous

Un accueil toujours très important :

- Plus de 16 millions de personnes à nos guichets
- Plus de 8 millions d'appels téléphoniques
- Des conditions de travail dégradées
- Une pression accentuée sur les agents et un sentiment d'insatisfaction au regard du service rendu à l'utilisateur.

Dans les Yvelines, en 2023 ce sont la quasi totalité des Trésoreries du départements qui auront disparu. Ils seront remplacé par des permanences ponctuelles et aléatoires où il faudra prendre rendez vous par téléphone.. !!

Développement à outrance de l'e-administration : télé-déclaration obligatoire, télé-paiement obligatoire, télé-correction, généralisation des centres d'appels téléphoniques.

Les citoyens ont plus que jamais besoin des agents des services publics dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent et la crise sanitaire a encore plus mis en évidence ce besoin d'un service public de proximité.

C'est pourquoi nous exigeons des moyens humains et le maintien des services publics de proximité qui répondent à un besoin légitime de nos concitoyens.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC !